

POUR CHANGER VRAIMENT : MOBILISATION !

François Hollande et la majorité P.S. n'ont certes pas été élus sur la promesse d'une transformation radicale de la société. Mais un grand nombre de celles et ceux qui avaient choisi de chasser Sarkozy et sa clique avaient aussi, pour le moins, quelques espoirs de changements. Or, l'enlèvement du pouvoir, quatre mois après la séquence électorale, est évident.

Quelques unes des mesures les plus antisociales de Sarkozy ont été supprimées, quelques signes pour l'École, les droits des femmes et des homosexuel-le-s sont donnés, mais restent très limités, des mesures fiscales moins iniques que celles de la droite sont annoncées...

Cependant, dans différents domaines majeurs, la politique Hollande-Ayrault ne se distingue que symboliquement, ou pas du tout, de celle de la Droite.

C'est le cas sur le terrain écologique, du nucléaire aux grands projets inutiles

C'est le cas avec le projet de ratification du Traité européen d'austérité, recul

majeur par rapport aux engagements du candidat Hollande.

La mobilisation la plus large est à l'ordre du jour pour combattre ce déni de démocratie, expliquer encore les enjeux sociaux de cette capitulation politique : nous serons en masse dans la rue le 30 septembre pour nous y opposer.

C'est le cas pour ce qui concerne les Roms, mis à la rue et expulsés sans que soit mise en oeuvre une politique simplement humaine.

Enfin, l'illusion gouvernementale des concertations et compromis avec le patronat se heurte à la réalité d'un capitalisme financier prédateur : la multiplication des plans de licenciements et de li-

ploi et des droits sociaux, le combat pour l'éradication du chômage et de la précarité, en particulier par la réduction du temps de travail, mais, pour les Alternatifs, cette riposte doit aussi prendre en compte les reconversions nécessaires pour maintenir les activités productives dans une nouvelle logique écologique, durable, socialement utile.

C'est pourquoi nous voulons porter, avec d'autres et en particulier avec l'ensemble de la gauche alternative -dont nous souhaitons le regroupement dans une nouvelle force politique-, un projet alternatif, rouge et vert, féministe et autogestionnaire.

Rien de décisif ne sera gagné sans mobilisation sociale, sans une démocratie active pour construire l'unité la plus large et faire reculer la résignation, sans ouvrir maintenant des brèches dans un système de domination capitaliste, productiviste, autoritaire, et ainsi prouver que «c'est possible».

Rien de décisif ne sera gagné sans l'appropriation sociale, outil pour l'émancipation des salariéEs, l'intervention des usagerEs et consommateurEs/trices, la réorientation de l'économie.

L'aspiration autogestionnaire n'est ni une vieille lune ni une utopie pour après demain, elle est aujourd'hui présente dans des pratiques alternatives et quand les travailleurs/ses défendent leur emploi et réfléchissent à la transformation de la production, par exemple chez Fralib ou Sanofi.

Construire l'unité la plus large face à l'enlèvement, préparer une alternative solidaire et autogestionnaire, féministe et écologiste, c'est ouvrir la voie à un vrai changement. ■



La politique Hollande-Ayrault ne se distingue pas de celle de la Droite sur le terrain écologique (du nucléaire aux grands projets inutiles), avec le projet de ratification du Traité européen d'austérité, avec les Roms, avec l'illusion de possibles concertations et compromis avec le patronat...

liquidation d'entreprises en témoigne, PSA, Doux, Sanofi, Fralib, et l'obsession du MEDEF reste la déréglementation du droit du travail.

La riposte est d'abord la défense de l'em-

RENTRÉE SOCIALE :

Répondre à l'urgence sociale, Tracer des perspectives.

Dans un entretien accordé à *L'Humanité* Dimanche, Bernard Thibault pose un double constat : « l'affrontement avec les employeurs s'aiguise » et, alors que « nous avons affirmé qu'il fallait se défaire de la tutelle des marchés financiers et de l'emprise d'une approche européenne libérale. Cela n'a pas changé ». Ce double constat, nombreux sont les salariéEs des secteurs public et privé à le faire. Avec toujours cette même question : que pouvons-nous y faire, pouvons-nous les arrêter ? Les réponses collectives sont nécessaires. Urgentes.

Il s'agit tout d'abord de ne pas laisser seuls celles et ceux qui se battent, souvent le dos au mur et le désespoir au corps, contre les fermetures et les licenciements, en multipliant les manifestations de soutien et en exigeant du gouvernement une loi accordant au Comité d'Entreprise le droit de veto sur tous les licenciements et restructurations. Le Premier Ministre a montré toute l'attention qu'il portait au MEDEF, qu'il écoute enfin ce que les salariéEs et leurs syndicats ont à dire et proposer dans chacune de ces entreprises et que, s'il est vraiment de gauche, son gouvernement interdise ces milliers de licenciements collectifs !

Hélas, à entendre ses déclarations récentes, ce n'est pas du tout le chemin que prend le Président de la République. De la hausse de la CSG à la ratification du TSCG, de l'austérité renforcée dans les services publics à l'absence de la moindre mesure d'amnistie pour les syndicalistes condamnés par la (in)justice dans les années Sarkozy, François Hollande a confirmé son renoncement à affronter les marchés financiers et sa soumission à la troïka UE, BCE, FMI. Si certains dans le camp syndical annoncent partager sa volonté de « réduire le coût du travail », la grande majorité de celles et ceux qui ont permis de chasser Sarkozy attendent, tout au contraire, une véritable rupture. C'est ce qu'il nous va falloir imposer. Et pour y parvenir pas d'autres voies que le développement de la mobilisation intersyndicale et interprofessionnelle, avec, dès que possible, une première journée nationale interprofessionnelle de grève et de manifestations contre les licenciements et l'austérité.

Pour s'opposer à la misère et refuser la résignation qui fait le lit de l'extrême-droite, c'est la voie du tous ensemble qu'il faut choisir. Et construire. ■



DU TRAVAIL POUR TOUTES ET TOUS, DU TEMPS POUR VIVRE : LES 32 HEURES, C'EST MAINTENANT !

La réduction du temps de travail est une revendication historique du mouvement ouvrier. Avec les courants syndicaux radicaux d'hier et d'aujourd'hui, dans la continuité de la gauche autogestionnaire, les Alternatifs la reprennent à leur compte : jamais la RTT n'a été aussi nécessaire !

Pour combattre le chômage de masse et la précarité de l'emploi, la RTT est l'un des éléments de réponse à la crise globale du capitalisme. Mais il faut pour cela tenir compte des erreurs commises par la loi Aubry : la RTT doit être forte (32 h aujourd'hui, 30 h demain) massive et généralisée, s'accompagner des embauches correspondantes pour éviter l'intensification du travail et sans baisse de salaire.

La RTT n'a pas seulement une dimension sociale : elle a aussi une dimension écologique, féministe et citoyenne.

La RTT, c'est du temps pour vivre et pour vivre mieux et autrement

La RTT, c'est du temps pour partager, hommes et femmes, les tâches ménagères et éducatives

La RTT enfin, c'est du temps libre pour apprendre et partager, pour participer à la vie de la cité, contre la professionnalisation de la politique !

Automobile : pour une alternative sociale et écologique

Les concertations sociales passent, et passe l'illusion de compromis entre le capital et le travail entretenue par le gouvernement. L'annonce par le groupe PSA du plan de redéploiement de ses activités en France a remis les pendules à l'heure.

Les restructurations d'activités et les suppressions d'emplois vont peser très lourdement sur les intérimaires et la sous traitance, comme sur les salariéEs de nombreux sites (8.000 emplois menacés).

L'arrêt de la production sur le site d'Aulnay touche au cœur un bassin d'emploi de Seine-Saint-Denis déjà fortement affecté par le chômage. Il est vrai que les traditions syndicales et les capacités de mobilisation des salariéEs du site sont assez mal vues par la direction, et que la localisation de l'établissement laisse espérer quelques plus values foncières.

Le plan de licenciements chez PSA oblige à une réponse alternative :

① OUI, le maintien de milliers d'emplois ouvriers au cœur de la Seine Saint Denis est nécessaire

② NON, les milliers de suppressions d'emplois chez PSA dans toute la France ne sont pas acceptables

③ NON, la production automobile doit avoir sa place dans une agglomération mondiale

comme la région Ile-de-France

④ NON, il n'est plus acceptable que des entreprises bénéficiaires dans la durée, et rétribuant largement chaque fois que possible leurs actionnaires, se défaussent sur l'Etat et les collectivités territoriales dès qu'apparaissent des difficultés

⑤ OUI, il est indispensable d'engager dès à présent une reconversion sociale et écologique du secteur automobile, sauf à considérer la fuite en avant comme une issue raisonnable

⑥ NON, cette reconversion ne pourra pas se réaliser en respectant la logique patronale.

Le premier enjeu est de combattre la précarité du travail, celle des intérimaires, comme celle subie par les salariéEs victimes de plans de licenciements. La garantie du revenu des travailleurs, la sécurisation de leurs parcours professionnels doivent être assurées par une caisse solidaire financée par des prélèvements sur la spéculation financière et une contribution socialisée des grandes entreprises.

Le second enjeu est l'intervention des salariéEs et de leurs organisations syndicales : droit de veto suspensif sur les plans de licenciements, droit d'expertise contradictoire en vue de construire des projets alternatifs.

Le troisième enjeu est la réduction du temps de travail et la reconversion du secteur auto-

mobile : reconversion portée par les collectifs de travail, en lien avec les collectivités territoriales, pour répondre aux urgences écologique et sociale

◆ Une localisation des activités de production limitant le déplacement de main d'œuvre et de marchandises

◆ Des activités productives à empreinte écologique réduite

◆ Un recentrage sur les transports collectifs et des véhicules individuels durables, à faible consommation énergétique, peu polluants, mais aussi la diversification des activités sur les sites.

◆ Un débat démocratique doit aussi être engagé sur une réorganisation des activités sociales (travail et autres) qui réduise la dépendance individuelle à l'automobile.

Le patronat du secteur automobile refuse la multiplication des «contraintes» sociales et écologiques.

Se pose donc clairement la question de l'appropriation sociale publique de l'outil de production, sous le contrôle des salariéEs et en lien avec les usagerEs et les pouvoirs publics.

Une appropriation sociale d'un secteur au cœur d'enjeux comme la reconversion de l'économie, le devenir de la planète et la justice sociale

GROUPE DOUX : LE DEPECAGE CONTINUE !

Le 1er Aout, le Tribunal de Commerce de Quimper a prononcé la liquidation du pôle "frais" (1700 salariéEs) avec poursuite de l'activité jusqu'au 10 Septembre. Il a aussi décidé de prolonger jusqu'au 30 Novembre la période d'observation pour les autres activités, dans l'attente que l'actionnaire majoritaire (la famille Doux détentrice de 80 % du capital) veuille bien finaliser un plan de continuation crédible.

Il n'en aura pas fallu plus pour que les prédateurs se précipitent à la curée: Duc, Glon Sanders (filiale de Sofiprotéol), LDC (poulets de Loué) sont à la manœuvre pour arracher les meilleurs morceaux du pôle "frais".

Mais les offres de reprise ne se font pas sans casse; Ce 10 Septembre, le couperet est tombé, conforme à ce qu'on pouvait craindre: Dans le moins pire des scénarios, c'est un millier d'emploi qui vont être sacrifiés!

L'ensemble des emplois du groupe (3500 salariéEs) n'en reste pas moins menacés; au total près de 10 000 emplois sont directement ou indirectement concernés. Les fournisseurs et 800 producteurs sont sans garanties quant à leur avenir ! Les

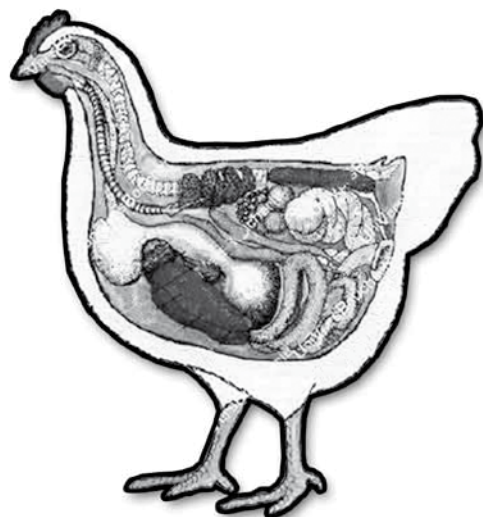
conséquences de la "crise" du groupe Doux vont être considérables pour l'ensemble du tissu économique, principalement en Bretagne, mais aussi dans le Loiret, dans le Cher, à Laval Quant au site de Graincourt (253 salariéEs dans le pas de Calais) au centre administratif de la Vraix croix (113 salariéEs dans le Morbihan) et l'unité du Pontet (20 salariéEs dans le Vaucluse), ils sont voués à la disparition faute de repreneur.

LE CHANGEMENT, C'EST DE METTRE LE GROUPE DOUX SOUS TUTELLE PUBLIQUE

Ce ne serait que légitime au vu de l'importance des fonds publics perçus par cette entreprise depuis trop longtemps.

Il est temps pour les pouvoirs publics de faire l'inventaire de ce délire "agro-pollu-financier" et de demander des comptes: Que sont devenus les millions d'euros de subventions, comment les récupérer pour payer une partie de la casse sociale ? Comment récupérer les dividendes confortables qui ont été versés malgré la situation de fragilité de l'entreprise?

Plutôt que d'accompagner les prédateurs dans leur opération de dépeçage, le Gouvernement serait bien inspiré de se donner les moyens politiques, via une mise sous tutelle publique, d'assurer le maintien de l'activité pour répondre rapidement à un double objectif : Le maintien de l'emploi et des revenus de tous les salariéEs et des paysans, dans une perspective de reconversion écologique de la filière avicole. ..!...



..!...
**POUR UNE RECONVERSION SOCIALE
 ET ECOLOGIQUE
 DE LA FILIERE AVICOLE**

Les Alternatifs expriment leur totale solidarité envers les salariés et les éleveurs sous contrat qui subissent la politique de cette entreprise depuis trop longtemps. Le nécessaire soutien aux travailleurs ne nous dispense pas du rejet du modèle économique développé par le groupe Doux, champion toute catégories de la captation des subventions de la Politique Agricole Commune.

Doux est, en matière d'élevage, le symbole de l'inacceptable :

- Politique d'intégration étrange les producteurs et les réduisant au statut de quasi esclaves, aux antipodes de toute idée de coopération, d'autogestion.
- Surexploitation des travailleurs, soumis aux bas salaires et à une grande pénibilité des conditions de travail.
- Modèle de production basé

sur le « tout transport »: importation d'aliment du bétail (soja) et exportation d'une production standard, de faible qualité, en profitant de subventions à l'exportation de l'Union Européenne qui mettent en péril les éleveurs des pays du Sud
 Dans ce système, le bien être humain et animal ne sont abordés que lorsqu'ils pénalisent la rentabilité... toute une philosophie

Il est temps de promouvoir un nouveau modèle industriel et agricole respectueux des hommes et de l'environnement, respectueux de normes éthiques concernant les conditions d'élevage. Il y a urgence à engager, sous le contrôle des salariés, des éleveurs et des consommateurs, un plan de reconversion sociale et écologique. qui se donne comme priorités la pérennité d'emplois durables, la garantie d'un revenu décent pour tous, la valorisation de productions de qualité.

Il est l'heure de planifier un nouvel usage des terres pour nourrir sainement la population. ■

Energie atomique et transition énergétique : L'humain d'abord !

Civil ou militaire, le nucléaire n'est pas une source d'énergie comme une autre. L'arrêt de son utilisation pour produire de l'électricité est le préalable à toute vraie transition énergétique. Le renoncement au nucléaire en France est aussi l'incontournable base d'une authentique coopération pacifique entre peuples.

Fukushima : RAS ?

Poches très radioactives jusqu'à Tokyo, à 250 km du site, 3 cœurs de réacteur fondus en perdition dans le sol et les nappes phréatiques, rejets massifs persistants dans l'air et l'océan, tout un pays en sursis depuis 18 mois (alors que, à Tchernobyl, le sacrifice de centaines de milliers de liquidateurs, toujours exclus du décompte des victimes officielles, avait permis de stabiliser la situation en une dizaine de jours...), piscines de combustible radioactif et inflammable qui continuent de menacer tout l'hémisphère nord de contamination... Et il paraît que seul le "nucléaire iranien" est dangereux ? Et il faudrait continuer à exploiter et exporter partout des centrales nucléaires, au lieu de se concentrer sur les moyens d'essayer d'arrêter les dégâts ?

La France est un des deux ou trois principaux responsables de la prolifération mondiale de technologies nucléaires. C'est du MOX français qui a aggravé l'explosion du réacteur 3 au Japon, et c'est sur le "modèle" français que TEPCO avait réduit de moitié la durée des arrêts pour maintenance...

Service public ou pas, de droite ou de gauche, l'électronucléaire impose depuis longtemps le recours massif à des intérimaires et sous-traitants pour les opérations les plus irradiantes (chargement et déchargement du combustible, maintenance, nettoyage des zones contaminées, prétendue "liquidation" de catastrophes radiologiques...). Cette externalisation s'est mise en place dès 1981 chez

EDF, avant d'être généralisée à d'autres secteurs, comme la chimie. Comment supporter plus longtemps que d'invivables précaires soient sacrifiés pour donner l'illusion que le nucléaire est propre et bon marché ?

A Fessenheim, 25 "incidents" en moins de 6 mois sur une tranche nucléaire qui venait pourtant de subir une 3e visite décennale. Salariés victimes de brûlures après une opération de décontamination au peroxyde d'hydrogène, ou même mort dans l'explosion d'un four d'incinération de déchets radioactifs près de Marcoule, tout cela, selon EDF et Areva, ne relèverait que de la banale fatalité d'accidents "industriels". Ce n'est jamais la faute du nucléaire, c'est toujours celle des ouvriers...

Il y a belle lurette que, comme la hausse du PIB, celle des consommations énergétiques n'est pas signe de bien-être. La solution à la crise énergétique et climatique réside d'abord dans une réduction des consommations. Y compris pour ne pas avoir à voler les ressources des pays les plus pauvres.

Avions, autoroutes, TGV, transactions financières à la nanoseconde... il faut ralentir ! Utiliser pendant quelques années des centrales à gaz en transition pour fermer des réacteurs plutôt que pour spéculer sur les pics de consommation, partager et réorganiser le travail pour réduire les besoins de mobilité et la tendance au gaspillage, supprimer les publicités et tout ce qui encombre notre espace public...

Et surtout, cesser de rêver de sources d'énergie illimitées, quand la raréfaction des métaux devient telle qu'il faudra bientôt choisir entre manger ou polluer les sols pour extraire les derniers grammes de cuivre nécessaires à de nouvelles lignes électriques ! Non, le nucléaire n'est pas une partie de la solution, mais le principal verrou qui empêche de la trouver ! Le changement, c'est maintenant ! ■

